

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les article L.325-1 à L.325-3 et l'article R.417-10 ;
Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8^{ème} Partie – signalisation temporaire – modifiée ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement des véhicules rue Albert Camus, en raison de la mise en place de conteneurs de déchets alimentaires ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – **du Mercredi 03 Avril 2024 au Vendredi 12 Avril 2024**, de façon permanente, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant au droit du n°8 rue Albert Camus, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

ARTICLE 2 – Le service signalisation temporaire de la commune mettra à disposition sur place, des panneaux de type B6a1 interdisant le stationnement des véhicules. La Direction Développement Durable et Déchets sera responsable de cette signalisation et sera tenue de s'assurer de son maintien sur place durant les 48 heures précédant l'occupation.

ARTICLE 3 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

21 FEV. 2024

Fait à Pau, le 26 février 2024



Sandrine LISO

Pour le Maire et par délégation

La Cheffe du Service Occupation du Domaine Public

Point n°58

Adresse Point : 8 rue Albert Camus

PUBLIC

déc-23

Descriptif du point

Les résidences concernées : Résidence Louis Lumière (2 rue A. Camus), res Jean Renoir (4 rue A. Camus), res Louis Malle (6 rue A. Camus) et res Truffaut (8 rue A. Camus)

Nombre de logements : 34



- Résidences concernées
- ✗ Emplacement borne



Caractéristiques du point

Nombre de bornes : 1 porte AV porte dirigée vers le passage piéton

Propriétaire de la parcelle : Domaine public

Intérêt du point : -

Point de vigilance : place de stationnement, laisser l'accès au regard

Travaux par la CAPBP : -

Travaux par propriétaire : Poser un arceau à 1,50 m de la bouche d'égout pour protéger la borne du stationnement